

## La religion à l'ère post-révolutionnaire

Plus la sphère publique s'ouvrira aux islamistes, moins ils résisteront au changement. La menace ne provient pas de la religion, mais de ceux qui veulent reproduire les structures autoritaires.

Khalil al Anani

Les révoltes sans précédents qui ont eu lieu au Proche-Orient, dans ce que l'on a appelé le *Printemps arabe*, feront date dans l'histoire moderne arabe. Après des décennies de stagnation et de dégradation, les jeunes arabes ont libéré leurs pays des régimes autoritaires et autocratiques qui se trouvaient au pouvoir depuis si longtemps. Cependant, le *Printemps arabe* a conduit à un débat acharné sur le rôle de la religion dans la sphère publique arabe. En Égypte, ainsi qu'en Tunisie, le débat public a tourné autour de deux questions principales. La première est la relation qui devrait s'établir entre religion et politique dans les nouveaux systèmes politiques et à quel point les sociétés arabes peuvent adopter le sécularisme ou le laïcisme. La deuxième est le rôle des mouvements islamistes dans la restructuration de la politique et la construction de nouveaux contextes politiques à l'ère postérieure à l'autoritarisme.

Il n'est pas étonnant que beaucoup de libéraux et de laïcistes arabes aient sorti au grand jour leurs préoccupations et réserves héritées vis-à-vis du resurgissement des mouvements islamistes. Cependant, depuis la chute des régimes autocratiques en Tunisie, en Égypte et en Libye, les libéraux et les laïcistes n'ont rien fait pour convaincre l'opinion publique de leur programme. De façon alarmante, certains d'entre eux défendent non seulement l'exclusion des islamistes de la scène politique, mais aussi, ce qui est plus ironique, de suspendre la transition démocratique pour empêcher les islamistes d'arriver au pouvoir.

Cet article soutient que la religion – utilisée ici en tant que source normative de valeurs et d'identité plus que comme un texte sacré – aura une fonction essentielle dans la transition démocratique dans le monde arabe. Et non seulement du fait de l'influence dans le contexte post-révolutionnaire des acteurs islamistes, qui possèdent d'importants réseaux bien établis dans la plupart des sociétés arabes, mais aussi, ce qui est plus important, du fait de l'augmentation de la demande de valeurs, expressions et principes morales islamiques dans la sphère publique arabe. Cependant, ceci n'implique pas, tel que beaucoup sont enclin à en déduire, que ce

rôle minera la transition démocratique ou tronquera ses résultats. Au contraire, toute tentative de marginaliser ou exclure la religion de la sphère publique non seulement échouera, mais entravera aussi la transition.

### Religion et révolution, une relation polémique

À quel point la religion peut-elle influencer les révolutions et comment ? Au premier abord, l'histoire de la lutte pour la liberté peut être interprétée comme le conflit entre deux forces opposées qui luttent pour restructurer et dominer la sphère publique. Conflit qui se produit entre ceux qui aspirent à conserver le pouvoir et l'influence et ceux qui défient cette tendance et cette ambition hégémonique pour libérer la société de l'État. Depuis la révolution française au XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la révolution iranienne au XX<sup>e</sup> siècle, les conflits politiques et sociaux ont tourné autour de qui doit dominer l'autre, l'État ou la religion. Tel que le signalent Hammond et Machacek, les religions et les États ne sont pas seulement des idées, mais des ensembles de rôles joués par des gens. Inutile de dire que ces rôles sont antagoniques et qu'ils se disputent la sphère publique. Donc, les révolutions rendent manifeste la volatile relation entre État et religion. Plus l'État domine la sphère publique, moins la religion prospère et plus l'affrontement est profond.

Mais que se passe-t-il avec le *Printemps arabe*, la religion joue-t-elle un quelconque rôle ? En opposition aux chroniques qui réduisent l'importance du rôle de la religion dans les révoltes arabes, je maintiens qu'il a été important et, dans certains cas, crucial pour le succès des révoltes. Cependant, ce rôle a adopté différentes formes et expressions. Par exemple, dans les premières phases des révoltes, les mosquées furent le principal lien pour mobiliser les manifestants, lancer des actions collectives et déclencher les protestations. Du fait que les régimes arabes avaient fermé toutes les fenêtres politiques et réduit la sphère publique, les mosquées étaient le seul recours des gens pour se réunir et se manifester pour la liberté. Il est vrai que pendant des décennies, les

Khalil al Anani, académicien spécialisé en politique du Proche-Orient et expert en politique islamiste. Il enseigne à l'École de gouvernement et d'affaires internationales de l'Université de Durham, Royaume-Uni.

autocrates arabes ont tenté de contrôler les mosquées pour empêcher les islamistes de les utiliser pour recruter des membres et diffuser leur idéologie. Cependant, le *Printemps arabe* a revitalisé les mosquées et leur a assigné un rôle crucial pour protéger de nombreux manifestants. Et ce qui est plus important, sur la place Tahrir (Égypte), à Sanaa (Yémen) et à Deraa (Syrie), les mosquées ont constitué une zone d'amortissement entre les manifestants et les forces de sécurité brutales.

Nous retrouvons une autre expression de la religion dans le rôle des prières du vendredi au moment de lancer les protestations. Une fois de plus, les mosquées furent l'épicentre du *Printemps arabe*. Du fait de l'appareil de sécurité répressif des États arabes, il était extrêmement difficile pour les milliers de manifestants de se réunir et de se manifester contre les autorités sans mettre leurs vies en danger. Cependant, aux cours des prières du vendredi, il était possible de mobiliser beaucoup de manifestants et mettre sur pied une action collective spontanée. Il n'est pas étonnant que les jeunes activistes aient utilisé habilement les prières des vendredis pour mobiliser beaucoup de personnes du commun et apolitiques et les pousser à crier contre les régimes autoritaires. Ce n'est pas un hasard si les marches « du million » dans de nombreuses villes arabes avaient souvent lieu les vendredis. Ces multitudes désenchantées peuvent être considérées par les *Durkheimiens* comme une forme d'« effervescence collective », où la religion est considérée comme une force surnaturelle qui dirige les masses applaudissant son ressurgissement, mais pour les manifestants ce n'était rien de plus qu'une action collective rationnelle et rusée.

Cependant, la manifestation la plus visible de la religion dans le *Printemps arabe* a été la fonction, positive ou négative, qu'ont remplie les érudits et les institutions religieuses. Depuis le début, beaucoup d'érudits éminents (oulémas) ont appuyé les révoltes arabes. Par exemple, le cheikh Youssef Al Qaradawi, de Doha, a appuyé les révoltes en Tunisie, en Égypte et en Libye, et il continue à les appuyer au Yémen et en Syrie. De façon semblable, l'institution Al Azhar, le centre islamique le plus ancien du monde musulman et guide de l'islam modéré, a donné son appui aux manifestants et demandé aux autocrates de cesser de les tuer. Il est vrai que le Grand Cheikh et recteur d'Al Azhar n'appuya pas la révolution égyptienne dès le début, mais une fois Hosni Moubarak renversé, il adopta une rhétorique progressiste et d'appui au *Printemps arabe*.

### Islam contre laïcisme, un débat insignifiant

**L**e long débat entre l'islam et le laïcisme n'est pas seulement trompeur, mais aussi insignifiant, spécialement dans le contexte actuel. Et non pas à cause du déclin du laïcisme et la sécularisation dans le monde entier, mais aussi à cause de l'échec retentissant du modèle occidental de modernisation que l'on a essayé d'imposer à d'autres cultures et sociétés, sans tenir compte des différences. Cependant, le *Printemps arabe* a relancé l'ancien

débat entre islam et démocratie, et entre islam et laïcisme. Ces derniers mois, la principale question en Égypte, et aussi en Tunisie, était l'identité qu'assumerait le pays avec le nouveau système politique. Alors que les libéraux et les laïcistes défendaient un État laïc pur, les islamistes ont plaidé pour donner un caractère conservateur à l'État pour pouvoir déterminer les codes moraux et éthiques de la société.

Ce qui est plus important, le poids de plus en plus grand que présente la question de l'identité dans l'espace public, située au premier rang la problématique de la relation entre religion et société, et entre religion et État, dans le monde arabe. Sans trop m'arrêter sur les antécédents historiques, j'assume que les anciens régimes de la Tunisie et de l'Égypte doivent être tenus pour responsables du sabotage de cette relation. Par exemple, avec Moubarak et Zine el Abidine ben Ali, il était interdit de parler de si la société pouvait être indépendante de l'État et de quel devait être le rôle de la religion dans la sphère publique, laquelle était soumise à une dure censure. Par conséquent, après la chute de ces régimes, ces questions ont vu le jour et continueront à constituer une espèce de thermomètre pour évaluer la relation entre les tendances islamiste et libéral/laïciste dans la prochaine période.

Sans doute, le débat acharné entre islamistes et laïcistes dans la sphère publique éveille des craintes sur l'avenir du *Printemps arabe*. Cependant, il s'agit d'un reflet de l'éternelle crise d'identité dans le monde arabe, surtout parmi les jeunes générations. Qui plus est, il révèle à quel point les deux camps sont disposés à construire un consensus dans le contexte post-autocratique. Cependant, selon moi, ce débat, plus qu'indiquer les différences idéologiques entre islamistes et laïcistes, reflète l'habileté politique des uns et des autres. En d'autres mots, il reflète le naissant conflit social de l'ère postérieure à l'autoritarisme. Cela vaut la peine de faire mention du fait que les libéraux et les laïcistes proviennent pour la plupart des classes hautes et moyennes-hautes de la société, et qu'ils ont joué un rôle essentiel au moment de mettre la révolution égyptienne en marche. D'un autre côté, les islamistes représentent la classe moyenne-basse, et certains d'entre eux ont participé dans la révolution depuis le début. Qui plus est, en tant que nouvelle partie intéressée, les islamistes utilisent la question de l'identité pour gagner des adeptes et manipuler l'opinion publique. D'un autre côté, les libéraux et les laïcistes tentent d'utiliser cette même question pour augmenter leur attractif et gagner l'appui extérieur. L'identité dans ce cas-là va au-delà de l'étroit cadre d'organisation et elle envahit l'espace culturel.

### Panorama confus

**P**our de nombreux analystes occidentaux, et aussi arabes, ce sont les jeunes qui ont déclenché le *Printemps arabe*. Cependant, on ne peut pas assurer que tous ces jeunes activistes étaient tous libéraux et laïcistes. Il est vrai que la majorité des manifestants



**Campagne électorale des Frères musulmans. 26 novembre 2011.** /CORBIS

dans les rues arabes n'ont adopté aucune idéologie religieuse ni défendu la création d'un État islamique, mais ils n'ont pas non plus exigé un État laïc.

La tendance à sous-estimer le rôle des islamistes est une autre idée trompeuse sur le *Printemps arabe*. C'est un fait connu que les islamistes n'ont pas participé, ou du moins n'ont pas encouragé les protestations contre Ben Ali et Moubarak. Cependant, une analyse plus minutieuse révèle le contraire. Par exemple, en Égypte, bon nombre des courants islamistes étaient présents sur la place Tahrir, timidement au début et ensuite de toutes leurs forces. Une fois que les islamistes (qui sont normalement la tête de turc des régimes despotiques) comprirent que ce qui était en train de se passer allait au-delà d'une simple manifestation, ils incitèrent les leurs à se joindre à la bataille.

Les islamistes choisirent sagement de rester dans un second plan pendant les révolutions arabes. Cependant, ceci était dû principalement à des raisons tactiques. La première était d'atténuer la phobie occidentale vis-à-vis des révoltes islamistes. Ils avaient appris la leçon algérienne du début des années quatre-vingt-dix, lorsque le régime avorta la victoire électorale des islamistes et exerça une répression brutale sur laquelle l'Occident, qui ne fit rien pour stopper le coup d'État, n'émit pas un

mot. La deuxième était d'éviter la répression du régime. Les islamistes en Tunisie et en Égypte étaient sûrs du fait que toute participation dans les manifestations pourrait donner lieu à un véritable massacre. Par conséquent, ils évitèrent délibérément tous les slogans religieux et les cris demandant un État islamique. En dernier lieu, il était essentiel pour le succès du *Printemps arabe* que les islamistes restent assis sur le siège arrière des révoltes jusqu'à ce que les régimes autocratiques fussent renversés.

Ce qui est plus important, la participation dans les révolutions arabes ne se limita pas à une faction islamiste. En Égypte, par exemple, la place Tahrir était remplie de membres des Frères musulmans, d'anciens jihadistes, de salafistes et d'islamistes indépendants. En Tunisie, la base populaire du mouvement Ennahda participa à la révolution. En Libye, Abdel Hakim Belhaj, ancien jihadiste et fondateur du Groupe islamique combattant libyen, dirigea l'assaut final contre Tripoli, ce qui est quand même ironique. Au Yémen et en Syrie, les Frères musulmans jouent un rôle crucial dans les protestations contre les régimes d'Ali Abdoullah Saleh et Bachar al Assad, respectivement. Qui plus est, en Égypte, ainsi qu'en Tunisie et en Libye, les jeunes révolutionnaires ont loué les islamistes pour avoir sauvé

les révolutions arabes à des époques difficiles, lorsque les régimes autocratiques s'accrochaient de toutes leurs forces au pouvoir.

### Le mythe du 'Printemps islamiste'

**M**algré l'euphorie du *Printemps arabe*, beaucoup d'académiciens et d'analystes ont manifesté leur inquiétude et préoccupation au sujet de la possible réapparition des islamistes dans le monde arabe. Leur avancée en Tunisie et en Égypte a renforcé la fameuse idée du « Printemps islamiste ». Ironiquement, les hommes politiques occidentaux ne partagent pas ce sentiment, probablement parce qu'ils doivent accepter la nouvelle réalité qui s'impose dans la région. Cependant, le raisonnement de ceux qui s'inquiètent du resurgissement des islamistes semble manquer de fondements, pour ne pas dire qu'il est insignifiant. Il invoque le vieux « loup » islamiste, qui a été créé et adopté par les dictateurs renversés, Ben Ali, Moubarak et Kadhafi.

Il est vrai que les islamistes, pour des raisons historiques et d'organisation, sont la force la plus coordonnée et politisée dans le monde arabe, mais ceci ne veut pas dire que leur ascension soit inévitable. À la différence de ceux qui perçurent la victoire du parti Ennahda en Tunisie comme une menace islamique, je crois qu'elle fut en-dessous des prévisions. Il est vrai qu'Ennahda obtint environ 40 % des sièges de l'Assemblée constituante, mais, étant donné ses grandes perspectives avant les élections, cette victoire semble modeste, sinon décevante. Cependant, l'autre face de ce triomphe est qu'environ 60 % des Tunisiens n'appuient pas Ennahda, ou sont contre. Qui plus est, leur réapparition a éclipsé les autres aspects du succès de la transition tunisienne, que l'on peut considérer unique et hors du commun dans le monde arabe.

De plus, ce mythe de l'essor des islamistes assombri les changements massifs qui sont en train d'avoir lieu à l'intérieur des mouvements islamistes dans le monde arabe. Par exemple, maintenant, les islamistes en Égypte ne sont pas monolithiques, mais, au contraire, ils sont divisés, fragmentés et jusqu'à un certain point confrontés. La phase postérieure à la révolution du 25 janvier déclencha une sorte d'« explosion » sur la scène islamiste égyptienne. La participation politique est devenue maintenant la voie préférée par la majorité des membres des groupes et tendances islamistes, même ceux qui la refusaient auparavant et condamnaient, peut-être, la participation politique et l'activité des partis politiques pour des raisons religieuses et idéologiques.

Qui plus est, beaucoup de salafistes et d'anciens jihadistes considèrent que la participation démocratique est la meilleure voie pour promouvoir leurs projets religieux et politiques et pour obtenir une légitimité dans la sphère publique. Pendant ce temps, pour la première fois de leur histoire, les Frères musulmans ont fondé

un parti politique. Malgré les nombreuses réserves qui se sont manifestées vis-à-vis du manque de transparence qui a entouré la création du Parti Liberté et Justice, cela constitue tout de même un pas décisif pour intégrer les Frères musulmans dans la vie politique. Les salafistes, à leur tour, ont fondé trois nouveaux partis jusqu'à l'heure : Al Nour (Lumière), Al Asala (Authenticité) et Al Fadila (Vertu). Et il est très probable que de nouveaux partis salafistes soient créés, surtout si l'on tient compte de l'incroyable fluidité qui caractérise cette tendance actuellement. Mais peut-être que le fait le plus surprenant est que le mouvement auparavant jihadiste (Al Gamaa Al Islamiya et le jihad égyptien) et ses leaders penchent aussi pour la participation politique sous l'égide d'un parti politique.

Que signifie tout cela ? Cela signifie que les islamistes, malgré tout ce que l'on a dit sur leur pouvoir et leur influence, sont prêts à changer et ils vont changer. Cependant, la caractéristique la plus frappante de ce changement est l'explosion de dynamisme et de conflits internes après des décennies de stagnation générationnelle et au niveau de l'organisation. C'est comme si la révolution avait fait éclater une sorte de digue et déclencher de nouvelles énergies revitalisantes qui tentent de restructurer et réordonner les mouvements et qui peuvent affleurer sous forme de disputes et de divisions. Par exemple, les Frères musulmans, le mouvement islamiste le plus ancien du monde arabe, a connu des divisions historiques entre les générations plus anciennes et les plus jeunes. Jusqu'ici, quatre partis ont surgi du groupe le plus âgé et beaucoup de leaders vétérans ont quitté le mouvement en protestation contre sa politique.

### Conclusion

**L**e merveilleux *Printemps arabe* a rendu manifeste le dynamisme des sociétés arabes. Il a montré la capacité des jeunes arabes à construire une nouvelle sphère publique reflétant leurs idées et aspirations. Selon moi, la question n'est pas le rôle et l'espace que peut avoir la religion dans cette sphère naissante, mais plutôt l'impact qu'aura sur la religion le fait que cette sphère s'émancipe de l'État. Dans cet article, j'ai soutenu que la religion – j'insiste, les dimensions culturelles et symboliques de la religion – a joué un rôle vital dans les révoltes arabes. Cependant, ce rôle n'a été ni rigide ni statique. Malgré l'apparition de l'islamisme dans les moments postérieurs aux révoltes, il était clair que les mouvements islamistes penchaient pour le changement. Plus cette sphère s'ouvrira pour inclure les islamistes, moins ils résisteront au changement et moins rétrogrades ils se montreront. Finalement, je soutiens que la menace pour les démocraties arabes naissantes ne provient pas de la religion, ni de l'islamisme, mais plutôt de ceux qui luttent pour reproduire les vieilles structures autoritaires et pour mettre fin au *Printemps arabe*. ■